



Résumé

À quelques mois de l'élection présidentielle, cette enquête vise à brosser un portrait de la jeunesse française, ici entendue comme les individus âgés de 18 à 24 ans. Grâce à un large échantillon (8 000 jeunes représentatifs de la France métropolitaine), elle permet de mieux cerner les différentes composantes

de la jeunesse et ainsi de pouvoir l'appréhender dans sa diversité. L'enquête, réalisée au mois de septembre 2021, dans un moment de répit de la pandémie, s'intéresse aux difficultés ressenties par la jeunesse française dans la vie quotidienne, à ses orientations sociales et politiques ainsi qu'aux effets de la crise de la Covid-19 sur la vie des jeunes. La constitution de deux échantillons complémentaires a également permis d'interroger la génération des parents et celle des Baby Boomers. En conséquence, l'enquête permet non seulement une comparaison intra-générationnelle mais aussi de vérifier s'il existerait, comme cela a pu être avancé, d'éventuels clivages entre les générations.

Une génération globalement heureuse, en quête de sens et aspirant à la mobilité au sein du territoire national ainsi qu'à l'international

Malgré les nombreuses difficultés que les jeunes peuvent rencontrer et qui ont été amplifiées par les conséquences de la crise de la Covid-19 (insertion dans la vie professionnelle, développement des relations amicales et amoureuses, difficultés financières, etc.), l'enquête ne dresse pas un constat alarmant de l'état moral de la jeunesse française : les jeunes français se disent globalement heureux malgré les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

Trois principaux enseignements apparaissent concernant les difficultés ressenties par les jeunes :

- Le ressenti des difficultés des jeunes est moins corrélé à leur origine sociale ou à leur localisation territoriale qu'à la situation financière de leurs parents, et notamment à la capacité de ces derniers à les aider matériellement. Toutefois, l'enquête montre que les difficultés ressenties en matière de relations sociales, qu'elles soient parentales, amicales ou amoureuses ont un impact plus important sur le sentiment d'être malheureux que les difficultés matérielles. Dès lors, la qualité des relations sociales semble bien être l'une des composantes essentielles du bien-être des jeunes.
- L'effet négatif de la Covid-19 perçu par la jeunesse française est nettement plus marqué que dans la génération des parents et des

Baby Boomers : les élèves et les étudiants, très affectés dans le déroulé de leurs études, ont ressenti un important contrecoup moral lié au confinement. Particulièrement, l'enquête montre que l'impact psychologique négatif a été ressenti plus fortement chez les jeunes les plus précaires. Il est difficile d'évaluer si l'impact de la crise sanitaire sur les jeunes sera durable, mais il est à craindre qu'il puisse persister chez les jeunes qui ont vu leurs études perturbées ou interrompues durant la crise.

- Enfin, si la jeunesse française est globalement satisfaite de l'engagement au quotidien de ses professeurs, le niveau de difficulté ressenti à l'égard de la poursuite des études est important (41 % en font état). Si ce sentiment est nécessairement lié aux effets de la crise sanitaire, il apparaît pour autant que le sentiment d'avoir été mal orienté dans sa scolarité constitue le facteur essentiel d'insatisfaction à l'égard de l'institution scolaire. Ce sentiment d'une mauvaise orientation contribue à dévaluer aux yeux des jeunes l'utilité des études, et est d'autant plus marqué que leur niveau de formation est bas. Cette perception peut constituer un sérieux obstacle pour la réussite de toute tentative de remédiation scolaire des jeunes les plus en difficulté, après la fin de la scolarité initiale, ainsi qu'à la réussite d'une politique ambitieuse en faveur de la formation tout au long de la vie.

Ensuite, l'enquête montre que la plupart des jeunes n'affichent pas une mentalité utilitariste ou instrumentale vis-à-vis du travail. La jeunesse française semble être, de façon plus prononcée que ne le sont les générations précédentes, en quête de sens et exprime d'abord le souhait de choisir un travail par passion, même si ce choix est plus souvent celui des jeunes issus de familles à haut capital culturel et particulièrement des femmes. Les jeunes sont également moins attachés que leurs parents ou grands-parents à leur ancrage local. Ils expriment un désir de mobilité géographique pour aller vivre prioritairement dans des villes moyennes et pour une proportion notable (21 %) à l'étranger. L'agglomération parisienne est fortement délaissée.

Pour autant, deux types de jeunesse se distinguent : d'une part, une jeunesse rurale, plus populaire, souvent active, qui est plus attachée à son ancrage local et d'autre part, une jeunesse urbaine, souvent scolaire ou étudiante, issue de milieux sociaux plus favorisés et/ou d'origine extra européenne et privilégiant un cadre de vie métropolitain.

Pas de fracture générationnelle

Les résultats de l'enquête montrent certes des évolutions générationnelles, mais pas de divergences radicales : les différences générationnelles sont de degré plus que de nature et ne permettent pas d'appuyer la thèse de l'émergence d'une rupture générationnelle.

Si les jeunes français se différencient des générations précédentes, c'est sur des points moins souvent évoqués dans le débat public et médiatique et dans la continuité d'un mouvement de fond engagé depuis plusieurs années, par une très forte désaffiliation politique, un net affaiblissement de l'attachement à la démocratie et une plus grande tolérance à l'égard de la violence politique. Pour autant, les différentes générations se rejoignent sur la nécessité du réformisme politique et sur l'importance accordée à l'utilité du vote, malgré la défiance exprimée à l'égard du monde politique.

Les jeunes ne sont pas une génération « woke »

L'enquête ne valide pas non plus l'idée si répandue dans certains médias, comme chez de nombreux analystes ou essayistes, que les jeunes français se seraient massivement convertis au « wokisme » – c'est-à-dire à une sensibilité extrême aux questions identitaires du « genre » et de la « race » – et s'opposeraient ainsi frontalement aux générations précédentes. Certes, une partie des jeunes est sensibilisée à ces questions identitaires, mais les partisans convaincus de ce courant de pensée, c'est-à-dire ceux qui y adhèrent sans restriction, ne sont qu'une minorité comprise entre 1/10 et 1/3 selon les sujets que l'on considère.

Ainsi, sur les questions relatives au « genre » et celles qui ont trait au « racisme structurel » – l'idée que les anciennes sociétés coloniales comme la France sont structurellement racistes –, l'enquête montre que ces idées sont soutenues par des minorités aux profils assez différents, plutôt des femmes de niveau d'étude élevé dans le premier cas, plutôt des hommes de niveau d'études moins élevé et plus souvent d'origine étrangère dans le second cas. Dès lors, l'idée d'une jeunesse homogène, « intersectionnelle », c'est-à-dire partageant l'ensemble des revendications identitaires de genre et de « race », ne semble pas fondée.

En revanche, l'un des enseignements majeurs de cette enquête réside dans la mise en lumière du rôle que les femmes souhaitent dorénavant jouer dans l'évolution de la société. Les évolutions sociétales et politiques sont désormais davantage impulsées par des jeunes femmes, qui, en cela, se différencient davantage de leurs devancières que ne le font les jeunes hommes par rapport à leurs prédécesseurs. Les jeunes femmes sont un moteur de l'évolution des attitudes sociopolitiques à l'égard des questions relatives au genre, et dans une moindre mesure de l'écologie. Elles ont, d'une part, comparativement aux générations précédentes et, d'autre part, au sein de la jeunesse française, un goût plus prononcé pour la protestation, tout en respectant le cadre démocratique et en répudiant plus que les hommes la violence politique. Ce différentiel de sensibilités, d'attitudes et de comportements entre femmes et hommes constitue un apport notable de cette enquête.

Quatre jeunesses aux profils différenciés

Les résultats de l'enquête tendent à montrer que la jeunesse française ne peut être comprise et appréhendée comme un groupe homogène. L'étude fait clairement apparaître une pluralité de jeunesses. Les résultats de l'enquête sur les attitudes sociopolitiques de la jeunesse permettent ainsi de faire émerger une typologie de la jeunesse qui distingue quatre catégories de jeunes.

- Les démocrates protestataires, qui représentent 39 % de la jeunesse. L'appellation de ce premier groupe, apparemment oxymorique, tend à invalider la thèse selon laquelle l'émergence d'une culture protestataire se substituerait à une participation politique conventionnelle. L'enquête montre au contraire que la culture protestataire (participation à des manifestations, signature de pétitions etc.) se cumule, pour ce groupe de jeunes, à un exercice plus conventionnel de participation à la vie démocratique du pays. Ces jeunes sont davantage intéressés que les autres par les questions sociétales, et s'ils ne se contentent plus de l'exercice du droit de vote pour peser sur la destinée de leur pays, ils rejettent pour autant la violence politique en restant attachés au modèle démocratique représentatif.
- Les révoltés, qui représentent 22 % de la jeunesse. Ces jeunes sont davantage que les autres en détresse psychologique et en situation matérielle difficile. Ils sont favorables à un changement radical, de nature révolutionnaire, de la société, et prêts à justifier la violence politique pour y parvenir.
- Les désengagés représentent 26 % des jeunes de l'enquête. Ils sont en retrait sur toutes les questions sociétales et politiques.
- Les intégrés transgressifs représentent 13 % des jeunes de l'enquête. Malgré de nombreux signes d'intégration économique et sociale, ils semblent gagnés par une culture transgressive en matière de respect des règles en montrant une plus grande tolérance à l'égard des comportements violents et déviants.

Le sexe, le capital culturel et la religion, trois facteurs qui contribuent à différencier les modalités d'engagement social et politique

Le premier critère de différenciation est lié au sexe. Les jeunes femmes se sentent plus impliquées dans le débat public sur les questions sociétales, mais paradoxalement elles sont moins engagées au sein des associations et sur le plan politique. Ces résultats conduisent à penser que les formes actuelles d'engagement ne leur conviennent pas suffisamment. Le sexe joue un rôle également très important dans la différenciation des attitudes à l'égard de la violence : la justification de la violence est un net tropisme masculin.

Le second critère important de différenciation est le capital culturel hérité. L'inégalité culturelle par rapport à l'engagement et à la participation à la vie sociale et politique est patente. Elle trace une forte ligne de clivage à l'intérieur de la jeunesse entre des jeunes à fort capital culturel hérité qui participent à la vie sociale et politique sous diverses formes et des jeunes faiblement dotés

qui s'en éloignent et sont plus souvent tentés, soit par un complet désengagement, soit par la violence et la radicalité. Il est possible (même si l'enquête ne peut le prouver) que la défiance grandissante à l'égard du système politique ait accentué ce clivage en éloignant plus radicalement les jeunes à faible bagage culturel de toute forme d'engagement alors que les jeunes mieux dotés n'ont pas renoncé à la protestation ou à la participation politique.

Le sentiment d'avoir été mal orienté dans sa scolarité est fortement associé aux attitudes sociopolitiques du groupe des « révoltés » et alimente sans doute sa radicalité. L'insatisfaction à l'égard des études est également un facteur important de mal-être : il y a un lien fort entre l'insatisfaction scolaire et le sentiment d'être malheureux. Capital culturel familial et rapport à la scolarité entendu dans toute sa complexité (réussite ou échec, satisfaction ou non de l'orientation) apparaissent donc comme deux éléments constitutifs de segmentation de la jeunesse qui se dégagent avec netteté de l'enquête.

Enfin, le troisième critère de différenciation est l'origine nationale et la religion, deux critères assez étroitement associés. Les jeunes d'origine étrangère et plus encore les jeunes de confession musulmane se distinguent sur plusieurs aspects. Ils sont d'abord, et c'est sans doute un point essentiel, très largement convaincus que la France est une société raciste par nature. Cette conviction peut être alimentée par les discriminations que subissent ces jeunes à l'embauche et par les tensions qu'ils connaissent avec la police. Leur conviction d'une France raciste est susceptible de nourrir leur propension à justifier plus que d'autres la violence politique et les comportements déviants, même si elle ne suffit pas à l'expliquer entièrement. On constate aussi que ces jeunes résident dans des départements où le taux de délinquance est significativement plus élevé, ce qui peut favoriser l'acculturation à une culture transgressive. L'enquête a donc fait émerger cet élément préoccupant de différenciation au sein même des jeunes.

QUELQUES CHIFFRES-CLEFS DE L'ENQUÊTE

- 59 %** des jeunes trouvent les questions d'argent difficiles.
- 41 %** des jeunes qualifient leurs études passées de difficiles.
- 39 %** des jeunes veulent vivre dans une ville moyenne, **18 %** dans une grande ville de province, **7 %** dans l'agglomération parisienne.
- 21 %** pensent aller vivre à l'étranger.
- 82 %** des jeunes se disent heureux.
- 62 %** des jeunes estiment que les questions liées à l'environnement, au climat, à l'écologie constituent un sujet très important et **28 %** pensent que les questions de genre constituent un sujet très important.
- 66 %** des jeunes pensent que « c'est utile de voter car c'est par les élections qu'on peut faire évoluer les choses ».
- 43 %** des jeunes n'ont pas d'idée assez précise pour se positionner sur l'échelle gauche-droite.
- 68 %** pensent que les dirigeants politiques sont plutôt corrompus.
- 51 %** des jeunes jugent très important (9-10 sur une échelle en 10 positions) de vivre dans un pays gouverné démocratiquement.
- 25 %** se disent « tout à fait prêts » à participer à une manifestation.
- 26 %** sont tout à fait prêts à réduire leur consommation de viande pour lutter contre le réchauffement climatique, **9 %** sont tout à fait prêts à gagner moins d'argent si l'économie ralentit pour préserver l'environnement.
- 22 %** trouvent justifié d'user de la violence pour protester, exprimer leur colère ou défendre leurs idées.
- 49 %** trouvent acceptable ou compréhensible de « s'affronter à des élus pour protester » et **39 %** de « s'affronter à la police ».
- 16 %** pensent que « ça peut toujours s'admettre » de ne pas payer son billet de train, **49 %** que ça ne peut jamais s'admettre, **36 %** que c'est « entre les deux ».
- 11 %** des jeunes sont tout à fait d'accord avec l'affirmation « les sociétés qui ont un passé colonial, comme la France, ont été et demeureront racistes ».
- 51 %** des jeunes disent que la crise sanitaire a eu un impact surtout négatif sur leur moral.